

LE 6 FÉVRIER 1934

présenté
par Serge Berstein



a COLLECTION
ARCHIVES

Extrait de la publication

-

Serge Berstein
est maître-assistant à l'Université de Paris X
et enseigne à l'Institut d'études politiques.
Il a publié, en collaboration avec P. Milza,
L'Italie fasciste (Colin, 1970),
L'Italie contemporaine (Colin, 1973),
et prépare une thèse sur le parti radical
(1919-1939).

*Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous les pays, y compris l'U.R.S.S.*

© Éditions Gallimard/Julliard, 1975.

L'émeute qui gronde aux portes du Palais-Bourbon, les charges des gardes à cheval que la foule tente de désarçonner, les coups de feu échangés entre le service d'ordre et les manifestants, les brutalités policières, les députés menacés d'être jetés à la Seine...

Dans la nuit froide du 6 février 1934, éclairée par la lueur rougeoyante des autobus incendiés, la République parlementaire subit l'assaut de ses adversaires. L'image est bien en place, qui marque le grand tournant de l'histoire française de l'entre-deux-guerres : le pays passe des eaux calmes de la stabilité, rétablie à grand-peine au lendemain du premier conflit mondial, aux tempêtes annonciatrices de la grande tourmente qui s'avance. Derrière les forces qui s'affrontent le 6 février 1934 se profilent les ombres de Hitler et de Mussolini, les silhouettes des futurs tenants de la Révolution nationale de Vichy, et bientôt la volonté antifasciste des organisateurs du Rassemblement populaire et des animateurs de la Résistance française. C'est dire que la complexité de l'événement ne saurait se réduire au classique débat d'interprétation qui présente le 6 février soit comme un sursaut d'indignation nationale et patriotique contre un régime corrompu, soit comme une tentative de coup d'Etat fasciste destinée à abattre la République. Sans doute y a-t-il de l'un et de l'autre dans l'émeute qui jette bas le gouvernement Daladier, mais il y a aussi bien autre chose. Il suffit, pour s'en convaincre, d'analyser la volumineuse documentation réunie par la Commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934¹.

*Créée quelques jours après l'émeute, cette commission parlementaire était composée d'hommes politiques, d'« hommes de partis », mais tous les partis y étaient représentés. Ses membres avaient été désignés selon le principe de la représentation proportionnelle des groupes parlementaires politiques... Ainsi la gauche et l'extrême gauche étaient représentées dans la Commission par 26 membres, le centre et la droite par 18. La majorité de gauche issue des élections de 1932, n'y comptait guère plus de membres que l'opposition où figuraient les communistes et les pupistes * 2.*

En plus de cette source fondamentale, nous disposons d'une enquête parallèle, mais évidemment plus orientée et reposant sur un nombre plus restreint de témoignages, entreprise à l'initiative de la Ligue des Droits de l'Homme³ et de l'apport irremplaçable de la presse de l'époque. Enfin, la consultation des archives d'Edouard Daladier permet de se faire une idée précise du comportement de l'homme d'Etat qui s'est trouvé au cœur du drame et de la manière dont les Français (tout au moins ceux qui lui écrivaient dans les jours qui ont suivi sa démission) ont ressenti la portée de l'événement. Or, à la lecture de ces divers documents, une évidence s'impose : si les faits et gestes de tous les acteurs ont été disséqués de la fin de 1933 au 6 février, si les intentions de chacun dans les heures décisives ont été sondées, si on a tenté de savoir qui inspirait tel ou tel groupe et si la coordination de ces diverses inspirations pouvait s'appeler un complot, on s'est très peu préoccupé de connaître les causes profondes qui avaient jeté des milliers de Parisiens dans la rue à l'appel de quelques adversaires du régime, animateurs habituels de petits groupes minoritaires. Lacune si frappante que le rapporteur général de la Commission d'enquête, Marc Rucart, juge nécessaire de s'en expliquer et de tenter de la combler par une analyse

* Membres du Parti d'unité prolétarienne.

synthétique de la crise globale que subit la société française, quinze ans après la fin du conflit :

Sur les causes du 6 février, le travail de la Commission a été limité dans le temps. Il ne fut question en vérité que des causes prochaines; ou, plus exactement, des effets récents de causes lointaines, profondes, qui, sur le plan politique, remontaient peut-être à l'avènement d'une nouvelle législature, mais qui, sur le terrain moral, économique et social, avaient été engendrées par la guerre.

Les graines de révolte ont été semées dans les temps qui précédèrent immédiatement le 6 février; elles furent semées sans doute à la faveur de circonstances particulières; mais semées dans un terrain tout prêt à faire éclore les ferments de discorde : dans un terrain de névrose, d'inquiétude et d'irritation sourde.

Et pour que les hommes d'aujourd'hui, jusque par-delà la France, et pour que les générations de demain puissent considérer avec plus de vérité les « événements » du 6 février, il convient d'analyser l'état d'esprit populaire qui se manifesta progressivement en province comme à Paris, depuis les années effroyables de la guerre ⁴.

Et si cette crise était l'essentiel? Si le 6 février n'était qu'un épiphénomène, une manifestation d'un traumatisme profond? Car la crise des années 30, dans le contexte de laquelle s'inscrit l'émeute de 1934, dépasse largement les aspects économiques et sociaux qui ont frappé les contemporains. Elle est crise globale des valeurs sur lesquelles la société française a voulu se reconstituer après la Première Guerre mondiale.

Une crise économique

C'est à partir de 1930, et surtout en 1931 que la crise économique mondiale née du krach de Wall

Street d'octobre 1929 atteint la France. Jusque-là, celle-ci s'est trouvée relativement protégée des effets de la dépression mondiale. D'abord parce que les capitaux considèrent Paris comme une place-refuge, au même titre que Zurich et Amsterdam, et le franc, redressé par Raymond Poincaré en 1926, stabilisé officiellement en juin 1928, comme une monnaie sûre. Aussi les devises affluent-elles à la Banque de France dont les réserves atteignent leur maximum en 1930 (80 milliards de francs-or). Ensuite parce que l'archaïsme même de l'économie française la maintient à l'écart des mouvements qui affectent les grandes affaires internationales, et agit comme un élément protecteur. Majoritairement constituée de petites entreprises qui se suffisent de l'autofinancement sans recourir aux investissements bancaires nécessaires aux grandes firmes, elle ne subit qu'à peine le contrecoup de l'effondrement des banques européennes et du rapatriement des capitaux d'outre-Atlantique. Essentiellement orientée vers la vente sur le marché intérieur, elle n'est touchée que très indirectement et avec un certain retard par les difficultés des grands pays industriels qui n'atteignent que les entreprises exportatrices privées de leurs clients. A partir de 1931 cependant, les choses s'aggravent : la dévaluation de la livre sterling, suivie de celle de toute une série d'autres monnaies, provoque une disparité entre les prix français et ceux des pays à monnaie dévaluée qui atteint durement toutes les exportations françaises et qui, malgré les mesures protectionnistes adoptées, donne une prime aux importations étrangères en France au détriment des produits nationaux. Dès lors, la crise s'installe.

L'agriculture était frappée. Les mesures douanières hâtivement accumulées : relèvement de droits, contingentements, prohibitions, n'ont dressé devant la mévente qu'un fragile barrage, tandis que nous cessions d'exporter le surplus de notre production agricole. La chute rapide des cours des principales denrées : céréales,

pommes de terre, bois, vins, bestiaux, produits laitiers, a déterminé dans les masses rurales une gêne inusitée.

L'industrie a suivi. A la diminution du pouvoir d'achat de sa clientèle intérieure s'est ajouté l'appauvrissement de ses clients étrangers. Et, tandis que les marchés extérieurs se fermaient devant elle, la concurrence se faisait toujours plus âpre, nous enlevant nos derniers débouchés, nous battant en brèche jusque dans nos colonies.

A nos anciens rivaux d'avant-guerre venaient s'ajouter des pays neufs, récemment ouverts à la production industrielle, équipés de pied en cap, pourvus d'une main d'œuvre abondante et misérable.

Là florissaient tous les dumpings : celui qui provient de la volonté d'exporter à tout prix et d'encourager les ventes au-dehors par des primes et des subsides; celui qui résulte de la manipulation des monnaies; celui qui prend son origine dans la non-internationalisation des lois sociales et dans la méconnaissance de ce qu'elles ont de rationnel ou de simplement humain.

C'est ainsi que notre commerce extérieur, suivant en cela la même décadence que celui du monde entier, a fléchi en quatre ans de près de 60 %...

A ces aspects, qui concernent l'ensemble de la vie économique du pays, et qui touchent plus particulièrement les petits exploitants agricoles et le petit et moyen patronat industriel appartenant au secteur non cartellisé, s'ajoutent les difficultés propres des commerçants, des intellectuels et des rentiers, c'est-à-dire d'une population qui joue un rôle essentiel à Paris et qu'on retrouvera dans les échauffourées des mois de janvier et février 1934 :

Le commerce de détail a subi les mêmes atteintes. Mais c'est peut-être dans le commerce parisien plus spécialement adapté aux besoins d'une clientèle de luxe,

que la crise s'est fait sentir avec le plus de brutalité. Moins de riches étrangers pour fréquenter nos hôtels, nos restaurants, nos salles de spectacles. Moins de clients pour achalander les boutiques des Champs-Élysées ou de la rue de la Paix. L'on vit périliter rapidement ces industries d'art qui ont fait la fortune et la réputation de Paris; dans leur ruine, elles entraînent une foule d'artisans, d'ouvriers qualifiés, d'artistes et d'inventeurs.

Notons encore la misère des travailleurs intellectuels à laquelle s'ajouta la détresse des petits rentiers privés d'une partie de leurs revenus, dès avant le jeu des conversions, soit par la chute de notre monnaie, soit par l'audace des spéculateurs qui ont si impunément pillé l'épargne depuis la fin de la guerre.

Ainsi ce que l'on est convenu d'appeler les classes moyennes était emporté dans la crise et ne savait où accrocher son espoir ⁵.

La désillusion est d'autant plus grande que la majorité de ces « Français moyens » espérait en 1918 le retour à la normale, c'est-à-dire à la situation de stabilité que connaissait la France avant la Première Guerre mondiale. Pièce maîtresse de cette stabilité, la solidité du franc qui garantit l'épargne et permet à chaque Français d'espérer assurer sa vieillesse grâce aux économies patiemment accumulées pendant toute une vie de labeur. A ce niveau, la crise économique mondiale ne fait qu'ajouter aux effets de l'inflation qui a suivi le conflit de 1914-1918, pour faire basculer l'ensemble du système de valeurs qui constitue le fondement de la société française. C'est pourquoi, quelque gravité que revête la crise économique, elle n'est que le détonateur d'une crise beaucoup plus profonde, qui va saper le régime républicain, en atteignant prioritairement les groupes sociaux sur lesquels il s'appuyait.

Les classes moyennes menacées

Il reste extrêmement malaisé aujourd'hui de saisir avec précision les effets de la crise économique sur les revenus des divers groupes sociaux. Outre le caractère imprécis des données, les contestations sur le mode de calcul et les pressions en divers sens qui se sont exercées pour entourer de mystère ces renseignements, la nature même du phénomène et la fluidité des situations permettent tout au plus une approche globale de la question. Encore faut-il souligner qu'une étude des revenus nominaux serait d'une faible signification si l'on ne tenait compte en même temps de la baisse des prix consécutive à la crise. La complexité de l'étude incite donc à la prudence quant à l'usage des données statistiques en la matière. Est-il possible de se fonder avec plus de certitude sur les revendications exprimées par les divers groupes sociaux ou leurs porte-parole, alors qu'il est bien évident que celles-ci n'ont d'autre objet que d'obtenir des pouvoirs publics des avantages au niveau de la fiscalité, de la législation douanière ou des traitements?

Ces précautions indiquées, il apparaît néanmoins que les renseignements que nous possédons concordent pour indiquer que le groupe social le plus touché par la crise est celui auquel appartiennent les propriétaires-exploitants du monde rural. Les revenus mixtes du capital et du travail sont en effet ceux qui ont connu la plus forte baisse en 1934, une chute de 54 % par rapport à 1929, alors que l'ensemble des revenus distribués en France aurait globalement baissé de 25 % entre les mêmes dates. Il est vrai que, pour ce qui est de l'agriculture, les difficultés dues à la chute mondiale des cours durant la crise ne font que s'ajouter à celles que connaissent ce secteur économique depuis la fin de la guerre du fait de la surproduction mondiale. Il faut ajouter que les années qui entourent 1934

sont des années de record de production qui précipitent l'effondrement du prix des produits clés, blé, betterave, vin. La chute des revenus est presque comparable en ce qui concerne le commerce et l'industrie (43 %) et elle concerne quasi exclusivement les entreprises appartenant au secteur non cartellisé, par conséquent celles qui ne bénéficient pas de la protection contre la chute des cours que s'assurent les grandes entreprises qui constituent des ententes, comme la sidérurgie ou la chimie. Dans ces deux cas, la chute des revenus nominaux se traduit bien par une sensible diminution du niveau de vie si on admet que, vers 1934, la baisse des prix de détail serait par rapport à 1929, de l'ordre de 20 %. L'augmentation de la moyenne mensuelle des faillites et liquidations judiciaires qui passe de 708 en 1929 à 1 254 en 1934, après avoir suivi une progression à peu près continue, constitue d'ailleurs une preuve objective. La crise semble donc toucher prioritairement cette petite propriété individuelle de la terre, de la boutique, de la petite industrie, cette catégorie de patrons-travailleurs, maîtres de leur outil et de leur champ, qui constitue le modèle idéologique auquel aspire la Troisième République sous l'influence du parti radical, après comme avant la Première Guerre mondiale.

Ce qui ne signifie pas que les autres groupes sociaux soient moins touchés, en particulier pour ce qui concerne les salariés. Vers 1934, on estimerait la chute du revenu des salaires et traitements à environ 20 % par rapport à 1929, c'est-à-dire que leur baisse équivaldrait à celle du coût de la vie. Mais il s'agit là d'une donnée globale dont il est à peu près impossible de traduire la réalité au niveau des cas concrets. Jusqu'en 1934, les salaires des fonctionnaires se sont maintenus, ce qui se traduit par une hausse de leur niveau de vie. Il en irait de même du salaire horaire nominal, mais il faudrait pouvoir tenir compte du chômage total ou partiel qui affecte le monde ouvrier pour pouvoir en tirer des conclusions valables quant à la situa-

tion réelle de celui-ci. Pour prendre un exemple caractéristique, on constate qu'en 1934, la masse globale des salaires payés aux mineurs serait à l'indice 68 (indice 100 en 1929). En revanche, la crise aurait assez peu touché les détenteurs de valeurs mobilières et elle se serait soldée par un accroissement de revenus réels pour les professions libérales, les propriétaires qui vivent des revenus fonciers ou de ceux de la propriété bâtie et pour les retraités et pensionnés (qui ont bénéficié à la veille même de la crise d'un rattrapage destiné à combler le retard qui s'était accumulé du fait de l'inflation entre 1919 et 1930).

Avec toutes les précautions qu'imposent ces conclusions, elles aboutiraient bien à faire des classes moyennes, entendues au sens large du terme (c'est-à-dire en y incluant les petits propriétaires-exploitants du monde rural), les principales victimes de la crise économique. Or leur existence était synonyme du progrès social autorisé par la République réformatrice, sans les bouleversements annoncés par les partis révolutionnaires. Garantie de la fluidité du corps social français, elles étaient le palier par lequel les plus pauvres pouvaient espérer s'élever dans la hiérarchie, gagner peu à peu les sommets par leur travail, leur épargne, leurs études. C'est pourquoi les difficultés qui les frappent atteignent le régime lui-même dans ses bases les plus profondes. C'est pourquoi la crise des années 30 est aussi une crise morale

Le désarroi moral

Dans ce domaine, comme dans ceux précédemment évoqués, les origines mêmes des difficultés remontent incontestablement à la guerre et les conséquences de la crise ne font que prouver que la situation est irréversible. C'est ce que constate Marc Rucart, dans son rapport général sur les événements du 6 février 1934 :

19 La France en crise

Sur la crise morale, nous résumerons les nombreuses et minutieuses enquêtes qui ont déjà été faites, en disant que la guerre n'est pas seulement une faucheuse d'hommes; proclamant les droits de la force sur ceux de la raison, elle anéantit chez beaucoup ces disciplines morales personnelles qui étaient en honneur, et qui, pour la « réussite dans la vie », constituaient un facteur important, sinon l'élément primordial. Comment croire encore au vrai, au beau, au bien, sous le règne du mensonge et de la haine, dans le spectacle des hideurs sanglantes? Comment croire au juste à la « justice immanente », quand domine l'iniquité? Ballottée, chavirée, bafouée, la conscience de bien des hommes a cherché trop souvent en vain un havre de calme où elle pût s'exprimer encore...

Or les deuils et les ruines réduisaient les salutaires résistances; combien devaient finir, devant l'incertitude des jours, sous l'effet des angoisses répétées, par ne plus réagir et donner au *primo vivere* son sens exclusivement matériel?

Douleurs, changements brusques, répétition trop grande des efforts déchargeaient des milliers de piles humaines. Ceux-là qui, heureusement, devaient garder leur dynamisme, n'allaient-ils pas, par contre, être en perpétuelle révolte — dès les lendemains de la guerre — contre l'étalage des profits tirés de la tuerie, des gains extraordinaires réalisés dans des années de prospérité factice? N'allaient-ils pas s'irriter violemment de voir transposer et élargir cyniquement dans la tâche immense des redressements de la paix, ce « système D » qui avait fait apprécier les « malins »?

En 1789, on avait proclamé la prééminence des « vertus et des talents ». Bien sûr que, dans la pratique, la fortune, l'audace ou le favoritisme avaient pu assurer une place imméritée à des usurpateurs; mais ce n'était tout de même pas — et loin de là — la règle générale... Il sembla, depuis la guerre, que l'exception dût devenir cette règle.

Ridicules, arriérés, les vertueux! Ils n'étaient pas

« dans le mouvement ». Proclamaient-ils leur opinion? C'étaient des moralistes attardés, peut-être des Tartuffes, toujours des ennuyeux.

Quant aux talents, on sait ce qu'ils furent payés; à quoi bon « faire des études » quand le savant lui-même tire le diable par la queue?

Gagner beaucoup et gagner vite, telle fut souvent la direction de la vie dans tous les milieux: et, ce qui marque bien la décadence dans les mœurs engendrées par la guerre, c'est qu'aucun de ceux qui adoptèrent cette formule ne la tinrent, au fond d'eux-mêmes, pour amoral. Ils en imprégnèrent leurs propos et jusqu'à leurs conseils; ils étalèrent leurs succès avec sottise ou insolence et, catégorie sociale de « nouveaux riches », comme on en avait connu pendant et après les guerres du siècle précédent, suscitèrent ou les colères ou les envies.

Mais qui donc devait ressentir le plus douloureusement ce renversement des valeurs morales, sinon ceux-là qui s'étaient sacrifiés pour que vive la France; sinon ces anciens combattants qui avaient donné des mois et des années de leur vie, qui avaient donné de leur chair ou de leurs membres pour faire front au mal, à la force, à l'injustice, pour qu'ils puissent vivre ensuite — s'ils s'en tiraient — ou du moins pour que les autres puissent vivre en paix, dans toutes les conditions exigées par la paix: surtout la probité de chacun et l'amour du travail ⁶⁷?

La crise ne fait donc qu'aggraver une situation de malaise née de la guerre pour donner aux contemporains le sentiment que ce sont les fondements mêmes de la civilisation qui basculent. Tel est effectivement le diagnostic des philosophes et des écrivains qui, chacun à leur manière, font état de leur pessimisme. A Valéry qui publie en 1931 ses Regards sur le monde actuel, où il dénonce la faillite de l'intelligence humaine incapable de dominer les objets qu'elle a créés (les machines ou la monnaie), répond le philosophe Henri

Bergson qui constate en 1932 dans Les deux sources de la morale et de la religion la disparité entre la morale et la technique, l'insuffisance d'un développement spirituel de l'humanité comparable à ses progrès matériels. Ces intellectuels ont conscience d'être à un tournant, d'assister à la fin d'un monde. Et ce n'est pas sans effroi qu'ils considèrent celui qui va lui succéder. Univers apocalyptique où la civilisation sera écrasée par ses propres produits, l'homme mécanisé, l'individu absorbé dans la masse selon le tableau peint après son voyage américain en 1930 par Georges Duhamel dans ses Scènes de la vie future? Invasion de l'irrationnel, de la passion, de la mystique prophétisée par Alain qui, pour préserver le magistère de l'esprit, fonde avec Paul Langevin et Albert Bayet L'Union rationaliste? Perçue au niveau de la morale quotidienne comme un bouleversement des règles du jeu social, au niveau des intellectuels comme une mutation de civilisation, la crise des années 30 appelle des solutions originales aux problèmes qu'elle révèle. Or, les idéologies traditionnelles se montrent inadéquates à les fournir et elles témoignent elles-mêmes du désarroi de l'époque.

A gauche :
La crise
des idéologies

Face à la crise et à ses conséquences, seul le parti communiste demeure fidèle à son explication du monde puisqu'il croit discerner dans les événements du temps la preuve que le capitalisme est parvenu à la phase durant laquelle ses contradictions vont le conduire à l'effondrement annoncé par Marx. Hormis ce cas particulier toutes les familles politiques se trouvent affrontées aux mêmes difficultés, nées de leur incapacité à apporter une réponse aux problèmes de leurs contemporains.

A gauche, le parti socialiste S.F.I.O. est le plus visiblement touché. Il connaît depuis la fin de la guerre une totale sclérose doctrinale. Absorbé dans les manœuvres tactiques et électorales de son groupe parlementaire, il vit sur l'acquis du début du siècle, se contentant de rééditer les œuvres de Guesde et de Jaurès et n'appliquant guère son analyse aux faits saillants de l'époque (fascisme, expérience soviétique, problèmes nouveaux du monde capitaliste nés de l'expérience américaine ou de la crise de 1929). Léon Blum, principal dirigeant du parti le reconnaît sans ambages :

Le parti socialiste hésite parce qu'il n'est pas sûr de sa pensée... il ne parvient pas à intégrer dans sa pensée ce qu'il y a de neuf et de jaillissant dans les faits.

Cette inadaptation du parti socialiste au monde de son époque entraîne deux types de conséquences. Tout d'abord une tentative de révision doctrinale qui s'opère autour de Marcel Déat. Dans un ouvrage paru en 1930, Perspectives socialistes, il tire la leçon de l'évolution sociale que connaît la France de l'époque en estimant que le rôle du parti socialiste ne peut plus être d'assurer exclusivement la défense du monde ouvrier, mais que son attention doit se porter vers toutes les classes exploitées, en particulier vers la classe moyenne, grande victime de la concentration capitaliste. Point de vue partagé par le député de Paris Montagnon et le député-maire de Bordeaux Marquet. Lors du congrès de son parti réuni à la Mutualité en juillet 1933, ce dernier, reprenant les vues de Déat, considère que l'objectif prioritaire de la S.F.I.O. est de sauver les classes moyennes de la prolétarisation en créant un Etat fort capable de régénérer le parlementarisme dans le cadre national. Formule qu'il résume par le triptyque Ordre, Autorité, Nation. Blum s'en déclare épouvanté, car il y voit la marque de l'esprit fasciste, bien que le but proclamé par les « néo-socialistes » soit précisément de gagner le fascisme de vitesse. Le second type de réactions consécu-

Le 6 février 1934,
les anciens combattants et les ligues
d'extrême droite manifestent dans Paris
contre la République des scandales.
Le sang coule. Le lendemain,
le gouvernement Daladier, pourtant maître
de la rue, démissionne. Le drame,
apparemment, se dénoue. Accident ou complot?
Que veulent les émeutiers? Qui sont-ils?
Serge Berstein reprend ici les dossiers
de la commission officielle d'enquête
et les confronte, pour la première fois,
avec les archives personnelles de Daladier.
Dans les figures de l'événement,
il retrouve l'expression d'une société
en crise. Mais le 6 février, révolution composite
et manquée, est aussi un précédent décisif :
le temps des radicaux est passé;
la République parlementaire s'est suicidée;
la voie est libre pour d'autres tentatives.



a ARCHIVES
GALLIMARD
JULLIARD

*Collection d'inédits
au format de poche.*



Extrait de la publication

